



## UN Monitor : COVID-19 Tour d'horizon - 15/05/2020

“Le SDN [système de développement des Nations unies] est mieux positionné et prêt à accompagner les pays qui cherchent à répondre à la pandémie COVID-19 et à accélérer la mise en œuvre des SDG. Le système revigoré des coordonnateurs résidents [CR] est désormais fermement en place, ce qui garantit un leadership plus fort et indépendant du SDN au niveau national. Une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations unies, plus cohésives et plus réactives aux besoins et priorités nationaux, est en train de prendre forme. Des bases solides ont été jetées pour favoriser une culture de résultats et d'apprentissage et pour améliorer l'efficacité des opérations. Il reste cependant des défis à relever et des efforts continus sont nécessaires pour assurer une consolidation plus poussée grâce à un leadership permanent de toutes les parties concernées, un financement durable du système de CR, une capacité renforcée en matière d'évaluations à l'échelle du système et une meilleure mise en œuvre du pacte de financement”.

Ces mots du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, introduisent un rapport et évaluation des progrès de la **réforme du système de développement des Nations unies**, qui sera examiné lors du segment des [activités opérationnelles pour le développement](#) (OAS) de l'ECOSOC. Ce segment se déroulera virtuellement, du 19 au 22 mai et le 27 mai, et son [programme officiel](#) ainsi qu'une [série de rapports](#) sont maintenant disponibles en ligne.

En amont des délibérations de l'Assemblée générale des Nations unies qui auront lieu plus tard cette année, ce segment de l'ECOSOC mesure la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations unies (QCPR). Il sert également de “responsabilité et d'accélération des performances et des résultats à l'échelle du système en ce qui concerne l'Agenda 2030”. À la lumière de COVID-19, le segment évaluera dans quelle mesure les réformes de l'UNDS ont amélioré la capacité des Nations unies à répondre aux besoins de développement dans les pays.

Le [rapport](#) du Secrétaire général sur la “Mise en œuvre de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur le QCPR” souligne comment le repositionnement et la réforme en cours de le SDN ont aidé les réponses nationales à la COVID-19. Le processus du QCPR a débuté il y a quatre ans et, en septembre-novembre 2020, l'Assemblée générale [examinera le cadre](#) et les recommandations. Le prochain OAS de l'ECOSOC alimentera directement ce processus de révision.

Le rapport donne la priorité à la poursuite du travail de réforme, ce qui laisse entendre que : “Le SDN que nous voyons aujourd'hui répondre à la crise COVID-19 est, à bien des égards, le SDN vers lequel nous nous sommes orientés au cours des quatre dernières années”.

Il comprend une [analyse du financement](#), répondant à l'appel du QCPR “pour plus de transparence et de responsabilité dans le financement des activités opérationnelles pour le développement”. En outre, le [rapport du Bureau de coordination du développement](#) évalue les progrès réalisés dans la redynamisation du système des coordinateurs résidents et la reconfiguration de la structure de l'équipe de pays des Nations unies.

Lors d'une récente [réunion](#) du Conseil économique et social (ECOSOC), les membres de le SDNS ont examiné

les efforts déployés à l'échelle du système pour traiter la COVID-19 et ses effets de grande portée : **“Unir nos forces : Solutions politiques efficaces pour la réponse à la COVID-19”**.

Le secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, a [souligné certaines conclusions initiales](#) du prochain rapport d'avancement du SDG 2020 dans ce contexte, en déclarant :

“Entre 40 et 60 millions de personnes sont susceptibles d'être repoussées dans l'extrême pauvreté à la suite de COVID-19, la première augmentation de la population pauvre en trois décennies. Le manque de ressources financières nationales, les niveaux élevés d'endettement et la fragilité des systèmes de santé constituent un défi urgent pour de nombreux pays... Les inégalités préexistantes, à divers niveaux, semblent aggraver la vulnérabilité des personnes à la pandémie et à ses impacts”.

Lors de la réunion, la présidente de l'ECOSOC, Mona Juul, a donné des [précisions](#) :

“Et bien que ce virus nous affecte tous, il n'a pas été un égalisateur. Il a mis en évidence les inégalités dans nos sociétés et les a aggravées. Ces disparités devraient être notre catalyseur, et notre appel à mieux reconstruire. Avec des réponses au niveau national qui sont façonnées par les droits de l'homme et les respectent”.

Elle a ensuite souligné le rôle de l'ECOSOC en tant que coordinateur de le SDN:

“L'ECOSOC a un pouvoir de rassemblement unique pour toute une série de parties prenantes, des États membres à nos partenaires de la société civile et au secteur privé. Ceci, ajouté au rôle de l'ECOSOC pour guider et coordonner son écosystème d'entités - et d'agences spécialisées - nous place dans une position idéale pour préparer une réponse multilatérale pour l'avenir. Une réponse qui permette aux pays de faire face à la crise sanitaire immédiate, d'endiguer les impacts sociaux et économiques et d'accélérer nos efforts pour atteindre les objectifs de développement durable”.

La vice-secrétaire générale Amina Mohammed a [souligné](#) le rôle des Nations unies au niveau des pays dans le cadre de la COVID-19. Elle a cité des exemples d'équipes de pays des Nations unies au Ghana qui s'efforcent de protéger les moyens de subsistance, au Népal qui créent des centres d'appel, et au Cameroun qui élargissent l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène dans les communautés vulnérables. Elle a ensuite décrit la stratégie, ancrée dans l'Agenda 2030 :

“En tirant les leçons des crises précédentes et en tirant parti de notre capacité à travailler efficacement ensemble grâce à la réforme des Nations unies, nous avons mis tous les atouts du système de développement des Nations unies au service des pays. Notre réponse reflète :

- Une offre intégrée et coordonnée des Nations unies sous la direction du système renforcé des coordonnateurs résidents ;
- Une expertise politique de l'ensemble du système pour soutenir les gouvernements dans les difficiles compromis nécessaires pour aider à maintenir les progrès dans le temps sans aggraver l'instabilité économique et sociale et la dégradation de l'environnement ;
- Modalités établies et nouvelles pour le financement rapide des programmes liés à COVID-19 dans les pays ;
- et des partenariats plus solides avec les institutions financières internationales, les organisations de la société civile, le secteur privé, les universités et la communauté scientifique ;”

Elle a ajouté : “Le Secrétaire général a créé le Fonds d'intervention et de redressement COVID-19 au début du mois d'avril pour aider à catalyser l'action conjointe des équipes de pays des Nations unies afin de soutenir les pays et les communautés les plus vulnérables... Une mobilisation et un soutien international accrus sont toutefois nécessaires. Nous avons estimé à des milliards et nous en recevons des millions”.

**Une liste impressionnante de plus de 150 signataires, dont des dirigeants mondiaux, passés et présents, des experts en santé, en économie et en droits de l'homme, lancent un [appel en faveur d'un vaccin populaire](#) - “Accessible à tous. Dans tous les pays. Gratuit”.**

La lettre note : “Ce n'est pas le moment de permettre que les intérêts des entreprises et des gouvernements les plus riches soient placés avant la nécessité universelle de sauver des vies, ou de laisser cette tâche massive et morale aux forces du marché. L'accès aux vaccins et aux traitements en tant que biens publics mondiaux est dans l'intérêt de toute l'humanité. Nous ne pouvons pas nous permettre que les monopoles, la concurrence grossière et le nationalisme myope fassent obstacle”.

Leur appel : “pour un accord mondial sur les vaccins, les diagnostics et les traitements COVID-19 - mis en œuvre sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé” précise qu'un tel accord :

- Garantit le partage mondial obligatoire de toutes les connaissances, données et technologies liées à COVID-19 avec un ensemble de licences COVID-19 librement accessibles à tous les pays. Les pays devraient être habilités et autorisés à utiliser pleinement les sauvegardes et les flexibilités convenues dans la déclaration de Doha de l'OMC sur l'accord sur les ADPIC et la santé publique afin de protéger l'accès aux médicaments pour tous.
- Établir un plan mondial et équitable de fabrication et de distribution rapide - entièrement financé par les pays riches - pour le vaccin et tous les produits et technologies COVID-19, qui garantisse la transparence "au prix coûtant réel" et l'approvisionnement en fonction des besoins. Il est urgent d'agir pour renforcer massivement les capacités mondiales de fabrication de milliards de doses de vaccins et pour recruter et former les millions d'agents de santé rémunérés et protégés nécessaires à leur distribution.
- Garantit que les vaccins COVID-19, les diagnostics, les tests et les traitements sont fournis gratuitement à tous, partout. L'accès doit être prioritairement réservé aux travailleurs de première ligne, aux personnes les plus vulnérables et aux pays pauvres les moins à même de sauver des vies”.

Parmi les signataires figurent Nana Addo Dankwa Akufo-Addo - Président de la République du Ghana ; Imran Khan - Premier ministre de la République islamique du Pakistan ; Cyril Ramaphosa - Président de la République d'Afrique du Sud et Président de l'Union africaine ; Macky Sall - Président de la République du Sénégal ; Anciens dirigeants de la Finlande, de la Lettonie, de l'Équateur, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, du Canada, de l'Italie ; Membres de la société civile, universitaires et membres du système des Nations unies, y compris des agences et des secrétaires exécutifs régionaux.

### Prochaines réunions, décisions

- Le segment des activités opérationnelles de l'ECOSOC aura lieu virtuellement du 19 au 22 mai et le 27 mai
- La [déclaration ministérielle](#) pour les négociations informelles du FPHN se poursuivra virtuellement en juin 2020, pour préparer le Forum en juillet 2020
- [Dialogue interactif informel](#) avec le candidat au poste de président de l'Assemblée générale pour la 75e sesión

#### Social Watch

Avda. 18 de Julio 2095/301  
Montevideo 11200, Uruguay  
[socwatch@socialwatch.org](mailto:socwatch@socialwatch.org)  
[www.socialwatch.org](http://www.socialwatch.org)

Global Policy Watch  
205 E 42nd St | 20th Fl  
New York, NY 10017, USA  
[globalpolicywatch.org](http://globalpolicywatch.org)

Global Policy Forum  
Koenigstrasse 37a  
53115 Bonn, Germany  
[gpf@globalpolicy.org](mailto:gpf@globalpolicy.org)  
[www.globalpolicy.org](http://www.globalpolicy.org)

Pour tout commentaire ou suggestion, veuillez nous contacter à : [editors@globalpolicywatch.org](mailto:editors@globalpolicywatch.org)  
Pour recevoir nos notes d'information, envoyez un message à : [editors@globalpolicywatch.org](mailto:editors@globalpolicywatch.org)